

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION

224 avenue de la Dordogne
BP 41
59640 Petite Synthe

Références : -
Code AIOT : 0007000581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION implanté 224 avenue de la Dordogne 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION
- 224 avenue de la Dordogne 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007000581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Astrazeneca Dunkerque Production, située au sein de la commune de Dunkerque (59), exploite une usine de production de dispositifs d'inhalation utilisés dans le traitement des maladies pulmonaires. La production du site de DUNKERQUE s'élève à 55 millions d'inhalateurs par an. Deux types de lignes sont utilisées :

- Lignes de formulation (activités de préparation et remplissage) ;
- Lignes de packaging (activités d'assemblage et de conditionnement final).

Le site dispose également d'un laboratoire et de bâtiments dédiés au stockage et réception/expédition.

Les installations classées d'ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 décembre 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Étude technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Étude technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Valeurs limites de seuil de prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 2	Sans objet
2	Relevé des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Étude	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau	30/06/2023, article 4	
6	Étude technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau	AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, l'exploitant a présenté une étude technico-économique plus détaillée. Toutefois il ressort qu'elle doit encore être complétée notamment en ce qui concerne les objectifs à atteindre avec des données quantitatives sur les économies à réaliser. L'inspection propose une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites de seuil de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 2					
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau					
Prescription contrôlée :					
Au regard de la consommation réelle de l'établissement ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION, inférieure à la limite de prélèvement autorisée, les prélèvements maximaux d'eau brute autorisés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/12/2016 sont remplacés par les valeurs suivantes :					
Origine de la ressource	Commune du réseau	C o d e national de la masse d'eau (SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m3)	d é b i t maximal journalier de prélèvement (m3/j) (en moyenne mensuelle)	d é b i t maximal journalier de prélèvement (m3/j)
R é s e a u public	Dunkerque		60 000	280	320

La disposition suivante est également ajoutée à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/12/2016 :

"Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

En cas de modification de l'activité du site engendrant une augmentation de la consommation d'eau, l'exploitant devra porter à la connaissance du Préfet, une demande de ré-évaluation des volumes et des débits accompagnée de pièces justificatives.

Constats :

L'exploitant présente, dans son étude, le suivi des consommations d'eau de l'établissement pour les années 2020 à 2022 :

	2020	2021	2022
Consommation d'eau annuelle	54336	47175	41632

Les déclarations annuelles dans l'application GEREFont état des volumes suivants :

- 2021 : 46 829 m³ ;

- 2022 : 42 245 m³.

Les différences entre les valeurs issues de GEREFont (issues du compteur Lyonnaise) et celles de l'étude sont dues à la prise en compte, dans cette dernière, des volumes relevés au compteur interne.

Le volume de prélèvement 2023 déclaré dans GEREFont est de 41 363 m³.

Le volume de prélèvement 2024 déclaré dans GEREFont est de 42 295 m³.

Les volumes prélevés restent inférieurs au volume maximal annuel autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau

Prescription contrôlée :

L'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 23/12/2016 est modifié comme suit :

"Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journalièrement (ou à minima hebdomadairement).

Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des

<p>Ces informations font l'objet d'un enregistrement, et sont transmises à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ; • tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur."
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection, le cadre GIDAF « Gestion de l'eau » est configuré pour une fréquence de mesure et de transmission mensuelle. L'exploitant a transmis les consommations mensuelles depuis 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Étude technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalisera une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport à la moyenne des prélèvements de 2018 et 2019.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé en interne l'étude technico-économique. Cette étude en vue d'une réduction de l'usage de l'eau, a été engagée début 2023, puis transmise à l'inspection dans un rapport de juin 2023.</p> <p>Cette étude fait état d'actions de réduction déjà mises en place avec les gains obtenus. Toutefois, l'exploitant ne se positionne pas sur un objectif de réduction au regard des consommations de 2018-2019.</p> <p>L'inspection rappelle que, conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023, la réduction des prélèvements d'eau avec un objectif de 10 % en 2025 doit être appréciée par rapport aux années 2018-2019. L'année 2019 est ainsi confirmée comme année de référence, car elle correspond à une situation représentative avant les évolutions de production. Les nouveaux projets développés sur le site devront intégrer cet objectif de diminution, défini sur la base de l'année 2019. Il s'agit d'une non conformité qui fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Étude technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : L'étude comportera a minima les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• État actuel :<ul style="list-style-type: none">- définition des besoins en eau ;- descriptions des usages de l'eau ;- caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau ;- description des équipements de prélèvements ;- descriptions des procédés consommateurs en eau ;- bilans annuels et mensuels des consommations de l'établissement ;- bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.
Constats : L'exploitant dispose de deux points d'approvisionnement en eau, assurés par la lyonnaise des eaux : <ul style="list-style-type: none">• Comptage Sud Est : destiné à l'alimentation du site hors réseau incendie ;• Comptage Est : destiné à l'alimentation du réseau incendie et des installations de sprinklage. Aucune ressource en eau de surface ou en eau pluviale collectée n'est utilisée sur le site. La définition des besoins en eau et la description des différents usages sont présentées dans l'étude. L'usage principal de l'eau est destiné à la production d'eau purifiée et à l'appoint des tours aéro-réfrigérantes. Le compteur d'entrée est relevé quotidiennement ; les sous compteurs mensuellement. En ce qui concerne les rejets, l'exploitant a établi le bilan des volumes rejetés à l'égout, ce rejet équivaut à 75 % de la consommation totale. Le reste est évaporé dans les TAR. Enfin, l'exploitant précise qu'il n'existe pas d'activité saisonnière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étude technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.
Constats : L'inspection rappelle que la réduction des prélèvements d'eau, avec un objectif de 10 % en 2025, doit être appréciée par rapport à l'année 2019 qui est confirmée comme année de référence. L'exploitant complètera son bilan avec un bilan sur l'évolution des consommations spécifiques depuis 2019 afin de s'affranchir des variations de production L'étude technico-économique présente un plan d'actions visant à réaliser des économies d'eau dans le processus industriel. Toutefois la quantification des économies d'eau attendues n'est pas donnée. À ces mesures s'ajoutent les actions déjà réalisées : - installation d'une pompe à chaleur limitant le besoin d'évaporation des TAR ; - changement de technologie de production d'eau purifiée (passage de la distillation à l'électrodéionisation) ; - mise en place d'osmoseurs pour le retraitement des concentrats induits par les productions d'eau purifiée permettant la réutilisation. L'exploitant doit encore communiquer un plan d'actions actualisé précisant les gains obtenus ou estimés sur l'objectif à atteindre. Il s'agit d'une non conformité qui fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Étude technico-économique visant la réduction de la consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> • Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles. • Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intégrera dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.

Constats :

L'étude présente les possibilités de substitution de l'approvisionnement en eau par d'autres ressources à savoir réutilisation des eaux pluviales dans les futurs bâtiments pour un usage sanitaire.

L'étude a été menée, et cette technologie sera mise en place courant 2026. Pour les anciens bâtiments une étude sera lancée début 2026.

L'inspection rappelle que la réglementation relative au recyclage de l'eau a récemment évolué, notamment avec l'arrêté du 14 mars 2025 relatif à l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette évolution réglementaire offre désormais un cadre permettant à l'exploitant de :

- préciser les conditions de réutilisation envisageables ;
- se positionner sur leur faisabilité au sein du site.

Type de suites proposées : Sans suite